

Les finances publiques au défi des crises

Alors que le Gouvernement commence à s'engager dans la sortie du « **quoi qu'il en coûte** », que l'Union européenne s'apprête à emprunter pour la première fois pour financer son plan de relance, approuvé par les 27, et que la Commission reçoit ceux que lui transmettent les États membres, il était justifié de porter un regard pluridisciplinaire et international sur les mesures en tous points exceptionnelles mises en place pour suppléer une économie à l'arrêt. C'est l'objet du colloque tenu en février par le Centre d'études fiscales et financières de l'Université d'Aix-Marseille, dont la Revue rend compte dans ce numéro et le suivant.

Un encadrement budgétaire européen qui vole en éclats, un contrôle des aides d'État souplement interprété démontrent la capacité d'adaptation de l'Union, et des États. Alors, comment financer le « quoi qu'il en coûte »? Qui va payer, et quand? La fiscalité, l'emprunt, le budget, les financements européens, les prêts garantis par l'État, chacun de ces instruments analysés en détail, a ses vertus et comporte ses risques. Sont-ils la bonne réponse à des problèmes qui révèlent et aggravent les faiblesses des dispositifs pour lesquels ils ont été construits? Chacun sait qu'une crise est un bouleversement profond et qu'on ne revient jamais complètement au monde d'avant; ce sera le cas *a fortiori* de cette crise sanitaire, d'une ampleur et d'une durée inédites. Elle a déjà transformé l'Europe, dans ses modes d'intervention et sa relation aux États-membres. Elle est certainement porteuse de bouleversements plus profonds encore.

Plus largement, ce que la pandémie nous révèle, avec brutalité, c'est que nous vivons dans un monde plus instable que jamais où chaque phénomène qui nous régit, chaque intervention que nous mettons en place, interfère – voire entre en conflit – avec d'autres : santé publique, économie, social, mobilités, échanges, avenir des jeunes... Cette complexité du « développement durable », plus aisément appréhendée dans sa déclinaison environnementale, est devenue la composante de toutes les politiques publiques.

Ce sera le thème du **colloque du centenaire de la Revue**, qui se tiendra le 6 décembre 2021 à Bercy. Nous avons choisi de questionner les « finances publiques vertes » à travers plusieurs initiatives récentes comme les budgets verts, la fiscalité écologique, la finance à impact... Illusion ou révolution? Nous vous attendons nombreux pour participer aux débats.



Danièle Lamarque,
rédactrice en chef